

## GABON

### Résumé du Profil de projet d'investissement bancable – Volume II de V

#### *Relance des services d'appui techniques au développement agricole*

**Coût estimé:** 9,5 million de \$EU

**Durée du projet:** 4 ans

**Introduction.** Suite aux nombreux changements d'orientation politique de développement agricole et aux essais infructueux de fonctionnarisation des activités rurales (emplois agricoles), les services d'appui au monde rural, tant l'appui conseil que les services techniques, sont d'une faible efficience. La mise en oeuvre des nouvelles orientations politiques au niveau des projets d'investissement rural requiert la relance de services harmonisés d'appui au développement rural pour éviter la dispersion des efforts et des capacités humaines disponibles. Le désengagement de l'Etat des services agricoles engendre une nouvelle répartition des rôles et fonctions des différents partenaires du développement rural, dont des services d'appui participatifs et responsables dans le cadre des fonctions des différents partenaires. De ce fait, la structuration et le renforcement des capacités des organisations paysannes à la base deviennent des priorités incontournables en vue de prendre en charge en partie le renforcement technique et en gestion à la base.

**Objectifs.** L'objectif global du projet proposé serait de contribuer à assurer la sécurité alimentaire nationale, améliorer les moyens d'existence des populations rurales et réduire la pauvreté. Plus spécifiquement, il viserait à assurer des services d'appui au développement du secteur agricole et rural efficace en vue de renforcer les capacités du paysannat structuré à intensifier et diversifier leurs systèmes de production, d'améliorer les conditions d'existence et de contribuer à la sécurité alimentaire nationale. Le projet s'appuierait au départ sur les services existants et les renforcerait si nécessaire, tout en ciblant une implication croissante des organisations paysannes et du secteur privé. L'approche participative du conseil/ information se baserait sur l'établissement de Centres de services agricoles (CSA) au niveau des secteurs qui permettraient d'établir un lien harmonisé, efficient et durable pour l'échange d'information, la formation paysanne et l'accès aux services de proximité durables et de qualité aux organisations paysannes (unions d'OP au niveau communal).

**Zones du projet et bénéficiaires.** Le projet interviendrait sur six provinces à savoir l'Estuaire, le Haut Ogooué, le Moyen Ogooué, la Ngounié, la Nyanga et le Woleu-Ntem. Il associerait tous les acteurs ruraux comme partenaires responsables tant au niveau de la planification, de la mise en oeuvre que du suivi-évaluation.

**Composantes.** Le projet comprendra cinq composantes:

- Appui à la structuration paysanne ;
- Appui au renforcement des capacités des services publics ;
- Appui au renforcement des capacités de recherche-développement ;
- Appui à l'émergence d'opérateurs privés de prestation de services; et
- Coordination, gestion et suivi des activités.

**Mise en oeuvre.** Le MAEDR délèguerait la maîtrise d'ouvrage du projet à une cellule de coordination nationale (CCN) légère, assistée de six cellules de coordination provinciales (CCP). Un comité de pilotage (CP) se réunirait deux fois par an pour examiner l'état d'avancement du projet. Les actions d'appui de terrain seraient contractées à des prestataires de service spécialisés (ONG, bureaux d'études, etc.). Chaque prestataire de services provincial fournirait une équipe d'appui technique et économique multidisciplinaire aux CSA. Chaque CSA comprendra, selon des besoins locaux, en moyenne trois techniciens supérieurs en agriculture (dont au moins une femme) détachés par les services publics et sera géré par les partenaires du développement rural local (plateforme des intervenants publics, associatifs et privés) sur la base des opportunités et potentiels locaux.